

IMPACT DES CONFLITS DE POUVOIR COUTUMIER SUR LE DEVELOPPEMENT DANS LE TERRITOIRE DE WALIKALE : CAS DU SECTEUR DES WANIANGA

Ufindo Mbulibu Innocent*

*Assistant 2 à l'Institut Supérieur de Développement Rural des Walikale "ISDR/WALIKALE"
Téléphone: +243 82 91 90 396

*Corresponding Author :

Résumé

La présente étude porte sur « Impact des conflits de pouvoir coutumier sur le développement dans le Territoire de Walikale : cas du Secteur des Wanianga ». Elle se charge d'identifier les causes et les conséquences de la rivalité autour du pouvoir traditionnel et envisager quelques pistes de solution pour lutter contre cette rivalité royale dans le Secteur des Wanianga en Territoire de Walikale. A l'issue des enquêtes menées auprès de la population d'étude, il ressort les résultats qui renseignent que les conflits du pouvoir coutumier en Secteur des Wanianga en Territoire de Walikale sont enregistrés à différents niveaux, à savoir à la tête du Groupement, du village, appartenance d'une colline et appartenance d'une entité par rapport à la subdivision administrative, 77,8% des personnes enquêtées approuvent la non tenue de la cérémonie publique de passation de pouvoir comme cause de rivalité sur le pouvoir coutumier, 88,9% ont validé la non tenue des rites traditionnels d'investiture au pouvoir, 72,2% soutiennent l'absence d'un témoignage écrit et audio-visuel indiquant la succession, 77,8% ont évoqué la calomnie et démagogie forgées par certains notables, 88,9% pour la tendance de détrôner les prétendants ayants droit, 27,8% pour le non-respect des lois coutumières par le tenant du pouvoir, 61,1% valident la tendance de chercher un pouvoir sur l'accès à la terre. En outre, 100% des enquêtés ont soutenu la piste de solution d'instituer les commissions intégrant les gardiens de coutumes dans chaque groupement pour désigner les vrais chefs coutumiers qui doivent administrer leurs entités coutumières, 83,3% sont pour la sensibilisation et l'éducation civique de la population en matière de mode de succession et autres sujet ayant traits au respect de la tradition, 100% ont validé la sensibilisation et l'éducation civique de la population en matière de mode de succession et autres sujet ayant traits au respect de la tradition, 100% font appel au respect de l'arbre généalogique et des rites traditionnels pour la succession et 94,4% sont d'avis qu'il faut vulgariser les principes de la bonne gouvernance en harmonie avec le pouvoir coutumier.

Motsclés: *Conflit, pouvoir coutumier, développement*

Abstract

The present study is about "Impact of custom rule over the development from Walikale territory: case of Wanianga sector". This study bears to identify causes and consequences around rivalry upon traditional rule and toward some track to get solution in order to fight against that kingdom rivalry into Wanianga sector in Walikale territory. Throughout this assessment led to the population of study, we assume that the result which provides that the custom conflict of rule are enrolled in different levels, knowing that to the Head of grouping, village, mountain belonging and about an administrative entity, we suggest that 77,8% of enquired people proved that the lack of public ceremony of hand over as the main cause of rivalry on custom rule, 88,9% have valid the lack of traditional rites to lead chief in power, 72,2% support that there is a written witness and audio-visual to indicate the succession, 77,8% showed that the calumny and demagoguery made by some notables, 88,9% on the tendency of people in the throne who have right, 27,8% are for the non respect of custom laws by the those who have the power, 61,1% have valid the tendency to look power on land access. However, 100% of enquired people have supported to appoint integrated commission of custom guards in order to choose the real custom chief who will administrate their custom entity. 83,3% are for the sensitization and civic education in the succession matter and other members are for the tradition respect. 100% have valid the sensitization and civic education of the population toward the succession matter and others are for the respect of the tradition. 100% need the respect of the family tree and traditional rites toward the succession, 94,4% are for to vulgarize the good governance principles in harmony which custom rule.

Keyword: *Conflict, custom rule, development*

0. INTRODUCTION

L'histoire rappelle des périodes plus douloureuses faites de **rivalités**, de guerres, de disparités sociales et économiques que des antagonismes (Bangoura, 2006). Au sein de la sphère du **pouvoir coutumier** les clivages sont parfois virulents. L'évolution du **pouvoir** local et de la gestion urbaine est à la base de plusieurs controverses (Giraut, 1996).

En **Afrique** sub-saharienne, notamment l'**Afrique** de l'Ouest, les **rivalités** pour le contrôle du **pouvoir** est manifeste pour les autorités **coutumières** et religieuses (Kere, 2019). On enregistre des rivalités entre les représentants de la chefferie, le **pouvoir** discret des confréries des 'maîtres d'un génie', et la **rivalité** entre le **pouvoir** révolutionnaire et le **pouvoir coutumier** (Faure, 1991). Les contraintes naissent de la **rivalité** des super-Grands qui se jugent être des ayants droits au trône (Lemarchand, 1986).

On enregistre des **rivalités** ou des luttes ouvertes pour le **pouvoir** et pour l'accès aux ressources. Les communautarismes, en s'appuyant sur une identité ethnique, ont une grande implication dans les conflits dans bon nombre de zones (Marie, 2007).

En Afrique et plus particulièrement en Côte d'Ivoire, les autorités coutumières et autorités modernes se disputent le contrôle du foncier. En fait, ces rapports entre autorités coutumières et autorités modernes concernant la question foncière se traduisent par des conflits fonciers. Le but semble être de briser le pouvoir des chefs coutumiers (Koman, 2019).

Les transferts fonciers (néo)coutumiers entre autochtones et migrants dans les régions forestières sont au cœur de la question foncière. Ils revêtent une importante dimension politique depuis la période coloniale (Chauveau, 2018).

Au Burkina Faso, au-delà de l'extension et du développement concurrentiel de l'élevage et de l'agriculture d'une part et de la raréfaction des terres d'autre part, les conflits traduisent surtout l'absence d'instances légales et légitimes de régulation du jeu foncier alors que les instances traditionnelles sont-elles mêmes confrontées à des crises de légitimité (Zongo, 2009).

Les deux guerres de 1996 et de 1998 qui ont secoué la République démocratique du Congo (RDC) semblent avoir fait du pouvoir traditionnel au Kivu une de leurs principales cibles. Le but des arrestations des Chefs traditionnels semblait résider simplement dans l'humiliation, l'intimidation et l'affaiblissement de l'institution traditionnelle. La guerre de 1998 montre sans aucun doute que l'autorité coutumière est à nouveau dans l'angle de tir. L'intimité des cours royales, à Ngweshe, Kabare et ailleurs, a été violée, les objets pillés ou saccagés et les symboles sacrés profanés. Au Nord-Kivu, de nombreux chefs locaux ont été tués ; plusieurs ont été remplacés par d'autres d'obédience des rebelles.

Van Rouveroy Van Nieuwaal parle du chef traditionnel comme un « chef de manœuvre » disposant d'un éventail de stratégies dans un espace plus large que celui que l'on a tendance à lui reconnaître formellement. Même quand il fait partie intégrante des structures étatiques, il continue à constituer en quelque sorte un univers à part à cause justement de sa capacité à mobiliser deux registres différents (traditionnel et moderne). Ce qui ferait que la chefferie n'est pas totalement contrôlée ou absorbée par les élites qui semblent avoir la maîtrise sur les structures étatiques (Namegabe, 2004).

Depuis plus de deux décennies, le territoire de Masisi au Nord-Kivu est plongé dans une crise dont les contours sont loin d'être connus. En novembre 2015, une étude a révélé que les connaissances de la population du groupement de Kamuronza en matière de gestion des conflits et promotion de la paix étaient insuffisantes. Une persistance des attitudes négatives au sein de la population a été observée ainsi qu'une insuffisance de bonnes pratiques en matière de gestion des conflits et promotion de la paix.

La partie Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est considéré comme l'épicentre des violences, des exactions et des violations des droits humains qui ont secoué le pays durant les deux dernières décennies. La province du Nord Kivu en RDC a connu des conflits entre communautés locales liés à l'identité, à la terre et aux droits politiques pendant de nombreuses années. Bien des travaux confirment l'hypothèse de la trilogie « Terre – Pouvoir – Identité » pour expliquer la complexité et la permanence des conflits intercommunautaires en territoire de Masisi. La terre reste le symbole absolu du pouvoir et de l'existence de l'homme (Mututa et Mbarambara, 2016).

Le Territoire de Walikale, et plus particulièrement le Secteur des Wanianga, ne fait pas exception de toutes ces considérations liées aux conflits se rapportant à la rivalité sur le pouvoir coutumier qui inclut le pouvoir sur la gestion des ressources naturelles. Dans ce contexte, cette étude se charge d'identifier les causes et les conséquences de la rivalité autour du pouvoir traditionnel et envisager quelques pistes de solution pour lutter contre cette rivalité royale dans le Secteur des Wanianga en Territoire de Walikale.

II. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Les méthodes historiques et analytique, l'interview libre, la technique documentaire et les techniques d'enquête par le questionnaire ont été au rendez-vous dans la réalisation du présent travail. L'échantillon de cette étude a été constitué

par la méthode aléatoire simple qui a permis d'enquêter auprès de 90 personnes originaires de différents Groupements (13) constituant le Secteur des Wanianga. Les données liées aux différents conflits enregistrés ont été tirés de la documentation tenue par la Commission Consultative de Règlement des Conflits Coutumiers du Secteur des Wanianga (CCRCC) jusqu'en décembre 2022.

III.RESULTAT ET DISCUSSION

Tableau 1: Listage des conflits de pouvoir dans le secteur des Wanianga selon le site

Groupement	Localité	Conflit entre x contre y
Bafuna	Banalufino	Chef Kalamo contre Mungazi
Bakusu	Kitika Shumbi	Chef Mboelongo Kasumu contre famille Pene Musenge
Bana – Bangi	Bana Nkuba	Une même famille ; Monsieur Emile Bangi et son neveu Christophe Bangi
	Bana Iyubi	Mr muhima victor contre Shabani munyihiro
Ihana	Bana – Buhini	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mr Ngulu Séraphin de la famille Buhini contre Mr Kanyangara thomas de la famille Mukobya. ▪ Conflit d'appartenance de la colline coutumière Ntokwa entre la famille Baarano Kasikila Mungo Aloïse du Village Nsungu et Kachichi de la famille Baomba du Village Butembo
Kisimba	Nkasa	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mwami Usara Rwamata Kindi IV contre Mwami Kabaki Mwanankoyo Conflit à tête du village BanaKindi : Mwami Usara Rwamata contre Bahati Muhima Kiyana ▪ Conflit à la tête du Village BanaMitingi entre Kurwaze Kabaki, Joseph Chasingi Burongu Kihuka et Tsongo Kikandi Samy ▪ Conflit à la tête du Village Mukondoli entre Kambale Karupendo et Kambale Mongi Joseph ▪ Conflit d'appartenance de l'entité Munzoa conformément à la subdivision territoriale : Notables Baruko de Munzoa contre Chef de Groupement Kisimba
Luberike	Kikamata	Conflit à la tête du Groupement : Chef Manassé Ngendo contre Bamongo Kabutwa et contre la famille Barengeke de Kishanga.
Utunda	Batiri	Conflit à la tête du Groupement entre Mr Shebihembe et Makanyaka
Usala	Oninga	Conflit à la tête du Groupement : Eliba Bitamba Bikinde contre Balemba Akilimali Yusufu Wa Tindo contre Kahola Mirindi Maseka contre Mme Muurwa Eliba Mongi Espérance
Wassa	Biruwe	Conflit à la tête du Groupement entre Mayani Sindano Déléon (Henry Katyabo) et Tabu Kilima Doris
Waloo-loanda	Busurungi	Conflit à la tête du Groupement dans la famille Shebirongo
Waloo-yungu		Conflit à la tête du Groupement entre Mwami Ipaka et Tétin
Ikobo	Buleusa	Conflit à la tête du Groupement entre Mwami Muhungi et Mwami Likanga

Il ressort du tableau 1 que les conflits du pouvoir coutumier en Secteur des Wanianga en Territoire de Walikale sont enregistrés à différents niveaux, à savoir à la tête du Groupement, du village, appartenance d'une colline et appartenance d'une entité par rapport à la subdivision administrative.

Tableau 2 : Les causes de la rivalité sur le pouvoir traditionnel en secteur des Wanianga

Cause de la rivalité	Fréquence/90	Pourcentage
Non tenue de la cérémonie publique de passation de pouvoir	70	77,8
Non tenue des rites traditionnels d'investiture au pouvoir	80	88,9
Absence d'un témoignage écrit et audio- visuel indiquant la succession	65	72,2
Calomnie et démagogie forgées par certains notables	70	77,8
Tendance de détrôner les prétendants ayants droit	80	88,9
Non-respect des lois coutumières par le tenant du pouvoir	25	27,8
La tendance de chercher un pouvoir sur l'accès à la terre	55	61,1

Ce tableau renseigne que 77,8% des personnes enquêtées approuvent la non tenue de la cérémonie publique de passation de pouvoir comme cause de rivalité sur le pouvoir coutumier, 88,9% ont validé la non tenue des rites traditionnels d'investiture au pouvoir, 72,2% soutiennent l'absence d'un témoignage écrit et audio-visuel indiquant la succession, 77,8% ont évoqué la calomnie et démagogie forgées par certains notables, 88,9% pour la tendance de détrôner les prétendants ayants droit, 27,8% pour le non-respect des lois coutumières par le tenant du pouvoir, 61,1% valident la tendance de chercher un pouvoir sur l'accès à la terre.

Il y a plus d'avantages portés par l'ordre juridictionnel coutumier que ceux de l'ordre étatique moderniste, contrairement à ce qu'on pense a priori dans les discours dominants de la réforme judiciaire en Afrique en général et en RD Congo en particulier. Face à l'abolition des juridictions coutumières opérée par la réforme de 2013 en RD Congo ; l'analyse des résistances coutumières et sociales observées sur le terrain conduit à l'existence des impasses, des dissonances et des contradictions structurelles en cours d'autant plus que l'autorité des chefs coutumiers reste inéluctablement liée à leur pouvoir juridictionnel sur la terre. Les résistances documentées sur le terrain foncier dans l'Est de la RD Congo traduisent la volonté pour les chefs locaux et pour leurs populations de ne pas céder à l'aliénation de l'Etat et de sa violence socioculturelle (AKILIMALI et NTABALA, sd).

Le vieux débat sur les écarts entre la légalité et la légitimité dans la gestion foncière a été renouvelé en République démocratique du Congo (RDC) depuis le lancement du processus de réforme foncière en juillet 2012. Ce débat présente l'insécurité foncière, mieux la crise foncière congolaise comme fondamentalement liée à la coexistence d'une loi moderne et des prescrits coutumiers traversés par plusieurs contradictions et se réinterprétant au gré des circonstances. La recrudescence des conflits fonciers qui ont pris des revirements violents ces dernières années est l'une des preuves de l'inefficacité des réponses apportées par l'Etat à la crise foncière en RDC (Mudinga et Bisoka, 2014).

Tableau 3 : Les conséquences socio-économiques et culturelles de la rivalité autour du pouvoir coutumier

Conséquences de la rivalité autour du pouvoir coutumier	Fréquence/90	Pourcentage
Semer le conflit dans la population	80	88,9
Désintéressement des acteurs de développement (Investisseurs, Opérateurs humanitaires et autres) dans le milieu	70	77,8
Affaiblissement de l'appareil judiciaire traditionnel du milieu	75	83,3
Guerre entre les tendances opposées	20	22,2
Pauvreté	85	94,4
Abandon et détérioration des patrimoines de l'Etat	40	44,4
Inattention aux aspects sensibles de développement dans le milieu	75	83,3

A la lumière de ce tableau, 88,9% des personnes enquêtées renseignent que les conséquences de la rivalité autour du pouvoir coutumier sème le conflit dans la population, 77,8% d'entre-eux évoquent le désintéressement des acteurs de développement (Investisseurs, Opérateurs humanitaires et autres) dans le milieu, 83,3% soutiennent l'affaiblissement de l'appareil judiciaire traditionnel du milieu, 22,2% ont parlé de la guerre entre les tendances opposées, 84,4% ont évoqué la pauvreté dans le milieu, 44,4% ont prouvé l'abandon et détérioration des patrimoines de l'Etat et 83,3% ont soutenu l'inattention aux aspects sensibles de développement dans le milieu.

Selon Kabamba (2018), en dépit de ses énormes potentialités naturelles, cet espace situé au centre de la République démocratique du Congo connaît depuis près de soixante ans une succession de conflits et une restructuration territoriale, conséquences de la fragilité et de l'instabilité de ce vaste Etat d'Afrique centrale. Les enjeux de contrôle de pouvoir par différents acteurs, les crises et conflits liés tant à l'exploitation des ressources naturelles, particulièrement le diamant, ainsi que les mécanismes d'appropriation foncière sont analysés en mettant en évidence les éléments du contexte socioéconomique tels que d'importants mouvements de population, un déclin de l'agriculture, une urbanisation galopante, un enclavement et un isolement causés par la dégradation des transports terrestres et un difficile accès aux services de base. La conséquence en est un état de délabrement généralisé des infrastructures, des équipements socio-collectifs et une destruction de la diversité naturelle plongeant la population dans un sentiment d'abandon et de frustration.

Au Sud-Kivu, l'analyse empirique autour de la mise en œuvre des projets de la formalisation foncière a témoigné de nombreux défis d'appropriation qui mettent en lumière un environnement marqué par un pluralisme d'acteurs et d'institutions concurrentes. Ces défis sont résumés en quatre importantes manifestations, à savoir : (1) Il existe une forte concurrence entre les autorités locales coutumières et les autorités étatiques autour des conflits d'intérêts à la fois politiques et économiques. (2) Canaliser ces conflits souvent antérieurs à l'implémentation des projets de formalisation foncière est souvent un challenge déficitaire à ce jour pour les acteurs non étatiques impliqués localement. (3) Cette concurrence entre autorités diverses est entretenue par un flou légal. (4) Il y a souvent un manque de consensus dans le processus même de la délivrance des titres fonciers, même au sein des autorités coutumières entre elles (Akilimali, J. B., Hoffmann, K., & Ansoms, A., 2021).

Dans certaines contrées au Nord-Kivu, le développement rural reste l'apanage des décideurs politiques. C'est le cas de la Localité de Mbiryra en Chefferie des Bashu en Territoire de Beni. L'accès à la terre et la jouissance de ses bienfaits dépassent aujourd'hui tout agro-éleveur et les gardiens de la coutume voire le Grand Chef Mwami car la terre, qu'est l'assurance-vie est devenue un bien à vendre. Produire suffisamment préoccupe profondément les agriculteurs. Les animateurs locaux réclament l'instauration d'un "Etat développeur" ou "Etat pro", qui s'est affirmé comme un instrument efficace pour rattraper le modèle de croissance (Tasi et Lodanga, 2021).

Tableau 4 : Pistes de solutions envisagées face à la rivalité autour du pouvoir coutumier

Pistes de solutions envisagées	Fréquence/90	Pourcentage
Institution des commissions intégrant les gardiens de coutumes dans chaque groupement pour désigner les vrais chefs coutumiers qui doivent administrer leurs entités coutumières	90	100
La sensibilisation et l'éducation civique de la population en matière de mode de succession et autres sujet ayant traits au respect de la tradition.	75	83,3
Au chef coutumier et aux gardiens de coutume de bien préparer le potentiel successeur	90	100
le respect de l'arbre généalogique et des rites traditionnels pour la succession	90	100
Vulgariser les principes de la bonne gouvernance en harmonie avec le pouvoir coutumier	85	94,4

De ce tableau, 100% des enquêtés ont soutenu la piste de solution d'instituer les commissions intégrant les gardiens de coutumes dans chaque groupement pour désigner les vrais chefs coutumiers qui doivent administrer leurs entités coutumières, 83,3% sont pour la sensibilisation et l'éducation civique de la population en matière de mode de succession et autres sujet ayant traits au respect de la tradition, 100% ont validé la sensibilisation et l'éducation civique de la population en matière de mode de succession et autres sujet ayant traits au respect de la tradition, 100% ont appelé au respect de l'arbre généalogique et des rites traditionnels pour la succession et 94,4% sont d'avis qu'il faut vulgariser les principes de la bonne gouvernance en harmonie avec le pouvoir coutumier.

Aujourd'hui, dans la plupart des États ouest-africains francophones, les autorités coutumières jouent un rôle considérable en matière de régulation des conflits, en marge du système juridictionnel « moderne ». Ainsi coexistent dans un même espace deux systèmes différents : le système traditionnel hérité des ancêtres et mis en pratique depuis les temps immémoriaux et le système dit « moderne », d'inspiration occidentale, héritage de la colonisation. Quant à leur mode opératoire dans le contexte des États actuels, l'un est formel, s'exerçant dans un cadre institutionnel et normatif bien défini (le système dit « moderne »), tandis que l'autre est essentiellement informel, ne trouvant pas appui dans la structure étatique (le système traditionnel). La coexistence des deux systèmes est à la source de « conflits » de compétence entre les différentes autorités et constitue un handicap pour une bonne administration de la justice. Aussi, la nécessité s'impose-t-elle d'une formalisation des activités des autorités coutumières en cette matière. La formalisation peut être présentée comme le processus par lequel est reconnue et officialisée l'activité des autorités coutumières en matière de régulation de conflits, en l'intégrant dans le cadre normatif et institutionnel de l'État. Différentes raisons sous-tendent la nécessité de cette formalisation dont les modalités pourront être esquissées.

Nécessité de la formalisation La formalisation de la participation des autorités coutumières à la régulation des conflits s'avère nécessaire et revêt de multiples intérêts tant sur le plan théorique que pratique. Ce processus permettrait, d'une part, la sécurisation des citoyens par la rationalisation du système juridictionnel et, d'autre part, l'assurance de l'effectivité et de l'efficacité du système de règlement des conflits à l'échelle nationale (Hassane, 2010).

CONCLUSION

La présente étude porte sur « Impact des conflits de pouvoir coutumier sur le développement dans le Territoire de Walikale : cas du Secteur des Wanianga ».

Elle se charge d'identifier les causes et les conséquences de la rivalité autour du pouvoir traditionnel et envisager quelques pistes de solution pour lutter contre cette rivalité royale dans le Secteur des Wanianga en Territoire de Walikale. A l'issue des enquêtes menées auprès de la population d'étude, il ressort les résultats qui renseignent que :

les conflits du pouvoir coutumier en Secteur des Wanianga en Territoire de Walikale sont enregistrés à différents niveaux, à savoir à la tête du Groupement, du village, appartenance d'une colline et appartenance d'une entité par rapport à la subdivision administrative ;

77,8% des personnes enquêtées approuvent la non tenue de la cérémonie publique de passation de pouvoir comme cause de rivalité sur le pouvoir coutumier, 88,9% ont validé la non tenue des rites traditionnels d'investiture au pouvoir, 72,2% soutiennent l'absence d'un témoignage écrit et audio-visuel indiquant la succession, 77,8% ont évoqué la calomnie et démagogie forgées par certains notables, 88,9% pour la tendance de détrôner les prétendants ayants droit, 27,8% pour le non-respect des lois coutumières par le tenant du pouvoir, 61,1% valident la tendance de chercher un pouvoir sur l'accès à la terre.

De ce tableau, 100% des enquêtés ont soutenu la piste de solution d'instituer les commissions intégrant les gardiens de coutumes dans chaque groupement pour désigner les vrais chefs coutumiers qui doivent administrer leurs entités coutumières, 83,3% sont pour la sensibilisation et l'éducation civique de la population en matière de mode de

succession et autres sujet ayant traits au respect de la tradition, 100% ont validé la sensibilisation et l'éducation civique de la population en matière de mode de succession et autres sujet ayant traits au respect de la tradition, 100% font appel au respect de l'arbre généalogique et des rites traditionnels pour la succession et 94,4% sont d'avis qu'il faut vulgariser les principes de la bonne gouvernance en harmonie avec le pouvoir coutumier.

A l'issue du présent travail, nous ne prétendons pas aborder tous les contours des approches sur le rapport entre les conflits du pouvoir coutumier et le développement des communautés en milieu rural. Ainsi, nous invitons les autres chercheurs à développer les autres aspects pouvant permettre de réunir des informations plus enrichies en rapport avec ce sujet de recherche.

BIBLIOGRAPHIE

- [1]. AKILIMALI, J. B., & NTABALA, A., sd. *La justice coutumière d'État sans tribunaux coutumiers. Vers une modernité insécurisée dans la résolution des conflits fonciers coutumiers dans l'Est de la RDC?*.
- [2]. Akilimali, J. B., Hoffmann, K., & Ansoms, A., 2021. *Projets de sécurisation foncière formalisée à l'épreuve d'un déficit d'appropriation au Sud Kivu (RD Congo)*.
- [3]. Bangoura, M. T. (2006). Violence politique et conflits en Afrique: le cas du Tchad. *Violence politique et conflits en Afrique*, 1-488.
- [4]. Chauveau, J. P. (2018). Les transferts de droits fonciers coutumiers au prisme de l'histoire rurale et du post-conflit (Côte d'Ivoire forestière). *Tropicicultura*, 36(2), 346-355.
- [5]. Faure, A. (1991). 'La panthère est l'enfant d'un génie': réflexions sur le traitement d'une crise villageoise pendant la révolution burkinabè. *Politique africaine*, (44), 102-109.
- [6]. Marie, A. (2007). Communauté, individualisme, communautarisme: hypothèses anthropologiques sur quelques paradoxes africains. *Sociologie et sociétés*, 39(2), 173-198.
- [7]. Giraut, F. (1996). La violence politique dans les petites villes d'Afrique de l'Ouest (Togo, Ghana, Niger). *LE BRIS E. (éd.) (1996), Villes du Sud, Paris, Orstom*, 245-258.
- [8]. Hassane, B. (2010). Autorités coutumières et régulation des conflits en Afrique de l'Ouest francophone: entre l'informel et le formel. *BAGAYOKO, Niagalé, N'DIAYE Boubacar et*
- [9]. *Kossi AGOKLA, La réforme des systèmes de sécurité et de justice dans l'espace francophone, Organisation internationale de la Francophonie.*
- [10]. Kabamba, K. (2018). Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasai (République démocratique du Congo). *Belgeo. Revue belge de géographie*, (2).
- [11]. Kere, C. D. (2019). Dynamiques de mutations des règles du jeu politique dans des États d'Afrique de l'Ouest francophone. *Revista de Ciências Sociais*, 50(2).
- [12]. Kere, C. D. (2019). Dynamiques de mutations des règles du jeu politique dans des États d'Afrique de l'Ouest francophone: quelques contraintes et perspectives. *Revista de Ciências Sociais: RCS*, 50(2), 291-328.
- [13]. Koman, F. (2019). Problématique de la gestion foncière: rapport foncier interculturel entre chefferie coutumière et autorité publique dans le district d'Abidjan.
- [14]. Lemarchand, R. (1986). Les contraintes d'une rivalité. Les superpuissances et l'Afrique (1960- 1985).
- [15]. Mudinga, E., & Bisoka, A. N. (2014). Innovations institutionnelles des acteurs non étatiques face à la crise foncière en RDC: légitimité, cohérence et durabilité. *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2013-2014*, 159-179
- [16]. Mututa, P. M., & Mbarambara, P. M. (2016). Gestion communautaire des conflits et promotion de la paix: Connaissances, attitudes, pratiques de populations du Territoire de Masisi en Province du Nord Kivu [Community management of conflict and peace promotion: knowledge, attitudes and practice of Masisi territory population in North-Kivu Province]. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 17(4), 1198.
- [17]. Namegabe, P. R. (2004). Le pouvoir traditionnel au Sud-Kivu de 1998-2003: rôle et perspectives. *L'Afrique des Grands Lacs: Annuaire 2004-2005*, 209-234.
- [18]. Tasi, J. M., & Lodangha, D. T., 2021. Éléments de Développement d'un Milieu Rural Local: Cas de la Localité de Mbiry en Chefferie des Bashu à l'Est de la République Démocratique du Congo.
- [19]. Zongo, M. (2009). Terre d'Etat, loi des ancêtres? Les conflits fonciers et leurs procédures de règlement dans l'ouest du Burkina Faso. *Cahiers du Cerleshs Tome*, 24(33), 119145.